

CONFERENCE DE LA FAO JUIN 2013
SITUATION MONDIALE DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE:
des systèmes alimentaires durables au service de la sécurité alimentaire et nutritionnelle

Monsieur le Directeur Général de la FAO

Excellence

Monsieur le Président du bureau de la conférence,

Excellence

Messieurs les Chefs de Délégations

Mesdames messieurs,

Tout d'abord, permettez-moi de m'adresser à Monsieur le Directeur Général de la FAO Monsieur Graziano da SILVA, pour le féliciter pour son travail remarquable qu'il est entrain de mener au sein de la FAO, particulièrement son effort et son engagement personnel aussi bien dans le processus de restructuration de cette institution que dans la recherche des compromis des nations afin d'éradiquer la faim et la malnutrition dans le monde.

Dans ce sens nous réitérons, notre appui au budget 2014-2015, présenté par Monsieur le Directeur Général de la FAO.

Permettez-moi, également de féliciter notre compatriote, Mme Maria Helena SEMEDO e lui manifester notre satisfaction et gratitude pour son élection au poste de Directrice Générale Adjointe de la FAO et lui dire aussi que tous les capverdiens se sentent fiers de cette grandiose nomination. Au nom de tous les Cap-Verdiens nous voudrions lui souhaiter bonheur et succès dans l'accomplissement de ce nouveau poste

Monsieur le Directeur Général de la FAO,

Nous félicitons et encourageons les pays qui ont été distingués pour leurs progrès réalisés afin d'atteindre les buts fixés lors de la Conférence Mondial de l'Alimentation et les Objectifs du Développement du Millénaire, qui est celui de réduire de moitié la couche de la population malnutrie. Cependant, nous aimerions signaler le cas spécifique du Cap-Vert, que malgré, d'avoir réduit la couche de la population malnutri, de 12% en 1991 à 8,9% en 2011, n'a pas pu atteindre les objectifs préconisés, même s'il garde un des indices les plus bas de l'Afrique Sub-saharienne. Toute fois, le gouvernement du Cap-Vert est engagé à réduire ce pourcentage.

Il est à souligner que les coûts *per capita* nécessaires pour investir dans les mesures de protection sociale, visant la réduction continue des niveaux déjà bas de malnutrition et de l'insécurité alimentaire chronique ou transitoire, sont d'autant plus élevés qu'aux pays que débute ce processus avec une incidence de malnutrition élevée et absolue. '

Dans ce contexte, nous appelons à ce que des ressources additionnelles soient mobilisées davantage pour les pays qu'auront la tâche de continuer à réduire de façon continue les niveaux de malnutrition jusqu'à l'élimination totale de la faim et de la malnutrition.

Nonobstant les limitations structurelles, particulièrement en matière de disponibilité des sols agricoles, de l'eau et le fait d'être archipel, le Cap-Vert est entrain de mettre en œuvre des programmes, tel que la mobilisation et distribution de l'eau que vise l'augmentation de la production agricole.

Ainsi, et pour ce qui est du secteur agricole, les résultats actuellement estimés de la production horticole et racines&tubercules, montrent une augmentation significative, de l'ordre de 75%, par rapport à l'année 2000 et une disponibilité annuelle *per capita* en produits horticoles, en 2011, de l'ordre de 84,3% para rapport à la recommandation de l'Organisation Mondiale de la Santé.

Ces données renforcent l'idée de que le secteur agricole est fondamental pour la garantie de la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle du pays. Selon les données statistiques, ce secteur est celui qui a plus contribué à la réduction de la pauvreté au Cap-Vert.

Ces progrès reflètent l'orientation politique du pays, basée dans un effort national d'investissement dans le secteur agricole. En effet, Cap-Vert alloue entre 10% à 15% de son budget global de l'Etat ce que lui place parmi les pays d'Afrique qui répondent à la recommandation du sommet de Maputo.

L'évolution positive de la production agricole a eu des reflets positifs dans les indicateurs de la situation nutritionnelle du pays, où les enfants du maternel et du primaire sont ceux que bénéficient le plus. Par ailleurs, l'offre d'un repas nutritifs et diversifiés dans le programme des cantines scolaires n'est possible que par l'introduction d'aliments frais produits localement, tels que les légumes, les fruits, les viandes et les poissons. Il est a noté, qu'après le retrait du PAM, le Gouvernement a pris le relais, à travers le Programme d'Alimentation Scolaire, et offert un repas chaud par jour à chaque enfant âgé de 5 a 11 ans, soit 100% de l'alimentation des enfants de l'enseignement public. Le nombre de famille et des enfants qui ont bénéficié du Programme de l'Alimentation Scolaire, représentait en 2010, 25% de la population du pays. Ce Programme contribue

fortement à la réduction de l'abandon scolaire, en plaçant le taux de scolarisation de 70% en 1990 à 98% en 2012.

En plus, les grands succès du pays, enregistrés pendant la dernière décennie, sont directement liés à la réduction significative du nombre de pauvres et de l'expansion de l'accès aux services sociaux. L'accès aux services sociaux essentiels, tels que les soins de santé, l'enseignement et l'accès aux biens essentiels comme l'eau potable et l'électricité, les voies d'accès aux marchés, ont beaucoup contribué à la réduction de la pauvreté. De même, la pension sociale a été augmentée et le système de la protection sociale élargi à d'autres personnes.

Ces progrès ont permis d'améliorer les conditions d'existence des populations avec des reflets positifs dans les taux de la nutrition mais également dans les taux de mortalité infantile et maternelle. Ceux-ci, sont les résultats d'une volonté politique claire et intégrée qui mobilise tous les secteurs, notamment, la santé, l'éducation, le développement rural et l'agriculture, la protection et la cohésion sociale, associée à la bonne gouvernance et stabilité politique.

Toutes ces mesures publiques, ont permis d'améliorer les conditions d'existence des populations avec des reflets positifs dans les taux de la nutrition mais également dans les taux de mortalité infantile et maternelle. Ces progrès sont les résultats d'une volonté politique claire et intégrée qui mobilise tous les secteurs, notamment, la santé, l'éducation, le développement rural et l'agriculture, la protection et la cohésion sociale, associée à la bonne gouvernance et stabilité politique.

Monsieur le Directeur Général de la FAO

Malgré les progrès réalisés, le Gouvernement du Cap-Vert est conscient des défis à surmonter dans l'avenir. Il existe encore parmi nos citoyens ceux qui n'ont pas accès aux services sociaux minimales, de qualité et d'autres qui sont encore pauvres et qui ne sont pas en mesure de participer ou intégrer l'économie nationale, en plus de quelques déséquilibres liés au genre.

Ces défis doivent être accomplis, si nous souhaitons mettre en œuvre notre vision nationale qui est celle de construire une nation plus inclusive, prospère et opportunités égales pour tous.

Pour terminer, nous souhaitons pleins succès aux travaux de la 38^{ème} Conférence de la FAO.

MERCI BEAUCOUP POUR VOTRE ATTENTION